



• **BIO 63** •

Les Agriculteurs **BIO** du Puy-de-Dôme

Contribution de Bio63 à la consultation publique Révision des Zones Vulnérables Nitrates

Bio 63, le groupement des agriculteurs bio du Puy de Dôme, à travers cette contribution construite avec l'appui de la FRAB AuRA (Fédération Régionale de l'Agriculture Biologique en Auvergne-Rhône-Alpes) souhaite apporter les remarques et points de vigilance suivants à la consultation sur les zones vulnérables ouvertes du 10 mai 2021 et le 10 juin 2021.

Pour le réseau des producteurs biologiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, il convient avant tout de maintenir en « zone vulnérable » tous les territoires qui présentent un enjeu et/ou un risque de **pollution par les nitrates**. Si le risque est avéré, il est logique et souhaitable d'y assurer la protection de la ressource en eau. Pour ce faire, il est nécessaire de veiller à ce que les *pratiques agricoles sur ces territoires soient cohérentes avec cet objectif* de résultat.

Les objectifs poursuivis depuis de nombreuses années au fil des programmes d'actions nitrates successifs, visent à **réduire la présence de nitrates dans l'eau, en surface comme dans les nappes**, avec des préconisations et/ou obligations sur les territoires les plus sensibles. Mais force est de constater qu'en termes de résultats, on ne constate que peu (ou pas) de résultats satisfaisants, et ce malgré l'identification des territoires les plus sensibles (et les révisions de ce zonage), et malgré les « contraintes » mises en œuvre (enregistrements de pratiques, mesures des Reliquats Sortie Hiver [RSH] obligatoires, modalités d'épandage encadrées...). On peut donc s'interroger sur l'efficacité mais aussi sur la réalité de l'application de ces obligations réglementaires.

Par exemple, dans le cas du RSH, il s'agit d'un outil censé permettre d'ajuster les apports aux besoins des cultures en tenant compte des disponibilités en azote du sol. Or, cette mesure ne sert que (très) rarement au pilotage réel de la fertilisation azotée des cultures. De plus, une seule **mesure par ferme (qui est l'exigence réglementaire)** ne peut pas permettre à elle seule un pilotage adéquat des apports azotés en raison des différences de sol entre parcelles et de la grande diversité des besoins des cultures (objectifs de rendements et précédents différents). Ainsi, cette **mesure, quoique très utile, ne peut pas servir efficacement à l'ajustement des doses d'azote** sauf à être démultipliée sur toutes les parcelles et sur toutes les cultures, préconisation trop coûteuse pour être applicable.

Pour atteindre les objectifs de réduction de la pollution par les nitrates, il est indispensable d'activer avant tout le levier du « changement de pratiques » ; la révision du zonage risque de ne pas avoir d'effet sur l'obtention de meilleurs résultats, ce qui reste l'objectif à atteindre.

C'est pourquoi, et plus que jamais, **il est essentiel de mettre l'accent sur :**

- 🌱 Les mesures de sensibilisation et de communication sur les enjeux liés à la préservation de la qualité de la ressource en eau, qui représente à la fois un bien commun à préserver pour tous les citoyens (agriculteurs et non agriculteurs) qui partagent un même territoire mais aussi une ressource fragile et qui va devenir de plus en plus précieuse dans le contexte du changement climatique ;
- 🌱 **Le renforcement du soutien à l'accompagnement** au changement de pratiques, à l'adoption de pratiques vertueuses au regard de la ressource en eau (sur le plan qualitatif mais aussi quantitatif), et à la promotion de ces démarches (communication, transfert...) ;

- La réflexion sur les outils de pilotage **mis en œuvre**, comme un régime d'**incitation/sanction** plus ciblé et plus juste (notamment pour dissuader de toutes tentatives de dérives ou de contournement manifeste de la réglementation), ou une réflexion sur les outils de suivi et de pilotage plus adaptés aux pratiques des agriculteurs....
- L'**appui au développement des fermes qui respectent le cahier des charges de l'agriculture biologique** par la conversion, l'installation et la transmission. En effet, le règlement européen de l'agriculture biologique interdit les engrais minéraux et limite les apports de fertilisation organique tout en incitant à un travail de préservation des sols (diversité dans la rotation avec **l'intégration de plantes fixatrices d'azote**, **couverture maximale des sols**, élevage extensif limitant le piétinement et la surfertilisation...)

L'association Bio 63 est présente sur le territoire du Puy de Dôme pour mettre en œuvre concrètement ces actions : sensibilisation, accompagnement des changements de pratiques, appui au développement de l'agriculture biologique...

Contacts à Bio 63 :

Florence CABANEL, coordinatrice – florence.bio63@aurabio.org – 06 31 92 89 80

Maud SAMPIERI, coprésidente



Bio 63 – 11 allée Pierre de Fermat – 63 170 AUBIERE
Contact: 04 73 44 45 28 florence.bio63@aurabio.org